

## RIZ LOCAL

# LE SÉNÉGAL AUTOSUFFISANT EN RIZ ENTIER, SOUTIEN LE DG DE L'ISRA

*Le Sénégal est autosuffisant en riz blanc entier. On en produit 50 000 tonnes/an et la consommation nationale tourne autour de 30 000 tonnes", a récemment affirmé le Dr Alioune Fall, D G de l'Isra.*

PAGE 4



**PRODUCTION DE VACCINS**  
l'Isra a produit 20 millions de doses ces cinq dernières années



### SÉNÉGAL

La BAD financera à 46% le pont de Rosso

P2

### EQUIPEMENTS AGRICOLES

Le PADAER forme 25 maitres-assistants

P2

### HORTICULTURE

L'AUMN inaugure son siège à Thiès

P4

### DISCOURS À LA NATION

Rémunération des chefs de villages

P6

## FREE WORK SERVICES

La Maison du Consommer Sénégalais (en face Camp pénal)

Mme DEME, Pionnière du Consommer local "100% Afrique"

Créé en 1994, Free Work Services est une entreprise sénégalaise spécialisée dans la transformation et la commercialisation des produits agroalimentaires.

FREE WORK SERVICES 10, Rue Escarfait, Dakar. Tel: (00221) 33 842 94 17 /33 827 39 86  
Mail: kumba@orange.sn / kumbasn@gmail.com - site web: www.kumba.sn



Jus naturel locaux  
Tamarin, Bouye,  
Bissap, Ditax,  
Cocktail,  
Gingembre



Semoule,  
Couscous,  
Araw ...

## EQUIPEMENTS AGRICOLES

### LE PADAER FORME 25 MAITRES-ASSISTANTS AUX TECHNIQUES DE FABRICATION

(Jade/Syfia) – Le PADEAR, Programme d'Appui au développement agricole et à l'entrepreneuriat rural, avec l'appui technique du Service machiniste de l'Institut sénégalais de recherches agricoles (ISRA), a initié durant le mois de mars 25 maîtres-assistants aux techniques de fabrication et de maniements d'équipements post-récolte de riz.

Près d'un mois de formation au Lycée Technique André Peytavin de Saint Louis, ces maîtres-assistants ont été imprégnés sur la construction des équipements agricoles. Venus de Matam, Tamba, Kédougou, Kolda et Goudiry, ces chefs d'entreprises maîtriseront la construction des machines notamment, la batteuse à riz "ASI" (ADRAO-SAED-ISRA), les décortiqueuses et trieuses de cette céréale. "La vulgarisation de ces équipements fabriqués par nos artisans, dans les zones de production de riz, baissera fortement les pertes post-récolte, une des causes des faibles rendements", a magnifié Mamadou Camara, expert en production végétale et Mise en marché du PADAER. Selon M. Camara, le PADAER mise sur la production locale pour alimenter son Programme d'appui en équipements aux producteurs agricoles. Du côté des maîtres-assistants, ils appellent l'Etat à les équiper pour qu'ils puissent affiner leur expertise. Dans la même foulée, ils s'engagent à accompagner le Programme d'autosuffisance en riz.

## SÉNÉGAL :

### LA BAD FINANCERA À 46% LE PONT DE ROSSO

(Jade/Syfia) - Le Sénégal a signé avec la Banque africaine de développement (BAD), un accord de prêt portant sur le projet de construction du pont de Rosso entre la Mauritanie et le Sénégal, apprend vendredi fin mars Jade/Syfia de source proche de l'institution financière. Cette infrastructure permettra de relier les 1461 mètres linéaires (ml) qui séparent la rive mauritanienne de la rive sénégalaise du fleuve Sénégal. D'une valeur totale de 26,7 milliards de F cfa, ce financement de la BAD représente 46,5% du coût total du projet évalué à 57,5 milliards de F cfa, soit 87,6 millions d'euros. La construction de ce pont sur le fleuve Sénégal sera accompagnée de la mise en place de structures de facilitation des transports et du commerce. Ainsi, Dakar espère une augmentation du trafic des voyageurs et des marchandises entre les deux rives, ainsi qu'une réduction du temps de franchissement opéré jusqu'ici par des embarcations limitées. Le fleuve Sénégal, frontière naturelle entre la Mauritanie et le Sénégal à Rosso, a pendant longtemps été un handicap sérieux aux échan-

ges entre les deux pays. La mise en œuvre du pont de Rosso entre dans le cadre du Plan Sénégal Emergent (PSE). Depuis 2014 la BAD s'est engagée à apporter son appui financier à ce plan gouvernemental. L'institution a déjà décaissé un total de 289 milliards de F cfa au profit du programme, soit 72% des 400 milliards de F cfa promis.

## PNUD/INDICE DE DÉVELOPPEMENT HUMAIN 2016

### LES SEYCHELLES ARRIVENT EN TÊTE EN AFRIQUE, LE SÉNÉGAL 30ÈME

(Jade/Syfia) – Les Îles Seychelles arrivent en tête du classement des pays africains dans l'Indice du développement humain (IDH) édition 2016 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) publié fin mars à Stockholm (Suède). Cet archipel situé dans le nord-ouest de l'océan Indien et rattaché au continent africain, occupe le 63<sup>ème</sup> rang sur les 188 pays étudiés, apprend Jade/Syfia de l'Agence Ecofin.

L'île Maurice, 64<sup>ème</sup> rang mondial, arrive en deuxième position à l'échelle africaine devant l'Algérie (83<sup>ème</sup> rang mondial), la Tunisie (97<sup>ème</sup>) et la Libye (102<sup>ème</sup>). Ces cinq Etats africains se situent dans la catégorie des pays ayant un niveau de développement humain élevé.

Treize pays africains se situent dans la catégorie des pays ayant un niveau moyen de développement humain. Il s'agit : du Botswana (108<sup>ème</sup> rang mondial), du Gabon (109<sup>ème</sup>), de l'Egypte (111<sup>ème</sup>), de l'Afrique du Sud (119<sup>ème</sup>), du Cap vert (122<sup>ème</sup>), du Maroc (123<sup>ème</sup>), de la Namibie (125<sup>ème</sup>), du Congo (135<sup>ème</sup>), de la Guinée Equatoriale (135<sup>ème</sup>), du Ghana (139<sup>ème</sup>), de la Zambie (139<sup>ème</sup>), de Sao Tomé & Principe (142<sup>ème</sup>) et du Kenya (146<sup>ème</sup>). Le reste des pays africains se situent dans la catégorie des pays ayant un faible niveau de développement humain. Le Sénégal occupe la 30<sup>ème</sup> place et est 162<sup>ème</sup> (rang mondial). Au niveau mondial, la Norvège arrive en tête du classement suivie de l'Australie, la Suisse, l'Allemagne et le Danemark. Le bas du classement est occupé par cinq pays africains : le Burundi (184<sup>ème</sup>), le Burkina Faso (185<sup>ème</sup>), le Tchad (186<sup>ème</sup>), le Niger (187<sup>ème</sup>) et la République centrafricaine (188<sup>ème</sup>). L'Indice de développement humain (IDH) rappelle-t-on, est une mesure sommaire du niveau moyen atteint dans des dimensions clés du développement humain : vivre une vie longue et en bonne santé, acquérir des connaissances et jouir d'un niveau de vie décent.

## PECHE ARTISANALE

### INAUGURATION DU QUAI DE PÊCHE DE POTOU : LES PROFESSIONNELS ÉGRÈNENT LEURS DOLÉANCES...

(APS) - Les professionnels de la pêche ont manifesté leur joie devant le président de la République pour les nombreuses actions entreprises en faveur de leur secteur mais, ont aussi formulé des doléances pour l'amélioration de leurs conditions de travail. "La ressource halieutique est rare et les problèmes avec la Mauritanie perdurent", a dit Fatou Ba de la Fédération nationale des femmes transformatrices à l'occasion de l'inauguration par le chef de l'Etat du quai de pêche de Potou. Elle a invité, jeudi fin mars, le président Macky Sall à trouver une solution à cette "situation malheureuse". Pour Ablaye Ndiaye de l'interprofession des pêches, la rareté des ressources constitue également "une préoccupation". Il a plaidé pour des négociations avec la Mauritanie afin de d'obtenir des licences de pêche qui vont permettre aux professionnels sénégalais de travailler. M. Ndiaye a demandé au chef de l'Etat d'étendre la mesure de subvention des moteurs de pirogue traduite par un décaissement de cinq milliards de F cfa pour 5 000 unités à toute la flotte nationale.

Il a également sollicité la subvention des pirogues en fibre verre pour assurer plus de sécurité aux professionnels de la pêche. D'autres doléances dont la réalisation de la route de 3 km reliant Potou au quai ont été également formulées par les pêcheurs qui ont vivement remercié Macky Sall pour toutes les bonnes actions prises en leur faveur depuis son élection en 2012.

## PECHE ARTISANALE (BIS)

### MACKY SALL ANNONCE 10 MILLIARDS DE F CFA POUR LA SUBVENTION DES MOTEURS DE PIROGUES

(APS) - Dix milliards de F cfa seront inscrits sur le budget 2018 pour la subvention en moteurs de dix mille pirogues, a annoncé le président Macky Sall, affichant sa volonté de moderniser le secteur de la pêche pour le rendre "plus performant".

Le chef de l'Etat a fait cette annonce jeudi à Potou où il procédait à l'inauguration d'un quai de pêche moderne d'une valeur de 439 milliards F cfa entièrement financé par l'Etat. Le montant de 10 milliards F cfa vient renforcer les 5 milliards déjà consentis pour la subvention de 5 000 pirogues, a dit Macky Sall, affichant sa volonté de couvrir l'ensemble du secteur de la pêche. Le président Sall a également annoncé la subvention des pirogues en fibre verre pour mieux sécuriser les acteurs de ce secteur qui réalise 15% des exportations et occupe une bonne place dans la balance commerciale du Sénégal. Il a aussi exprimé sa volonté de financer les mareyeurs pour leur permettre de se doter de camions frigorifiques et pouvoir acheminer les produits halieutiques pour les rendre disponibles partout dans le pays. Des partenaires sont prêts à accompagner l'Etat dans ce projet, selon le président Macky Sall, citant notamment la CCBM et une société russe Kamaz dont les produits sont visibles dans une exposition qu'il a visitée auparavant. Dans un souci d'élargir les champs des réalisations à tous les secteurs après l'agriculture, les routes, etc., il promet une ligne de crédits aux femmes mareyeuses et transformatrices en relation avec le FONGIP pour leur permettre de lever des fonds plus importants. La route reliant le quai de pêche au village de Potou sera construit d'ici l'année prochaine, a-t-il ajouté, soulignant la nécessité d'acheminer le produit à temps vers les consommateurs.

## PARTENARIAT

### LE PNUD LANCE UN RÉSEAU MONDIAL DE THINK TANKS POUR DÉVELOPPER LA COOPÉRATION SUD-SUD

(Jade/Syfia) - Le PNUD va constituer un réseau mondial de 200 think tanks qui permettra de définir de meilleures politiques et un meilleur environnement juridique pour la coopération Sud-Sud, apprend, fin mars Jade/Syfia auprès de l'agence de presse chinoise Xinhua. Issus de pays développés et émergents, ces think tanks seront invités à développer une réflexion collective, nécessaire à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 de l'ONU pour le développement durable. Selon la conseillère du PNUD, Xiaojun Grace Wang, le potentiel de cette forme de coopération n'est pas encore pleinement exploité dans le cadre des relations Sud-Sud. "Ce réseau mondial permettra de produire une recherche concertée, ainsi que des outils qui viendront éclairer les politiques à mener en matière de coopération Sud-Sud", a-t-elle expliqué.

## ELEVAGE

### MACKY SALL POUR L'AUGMENTATION DES MOYENS DU HARAS NATIONAL KÉBÉMER

(APS) - Le président Macky Sall a affirmé, jeudi, sa volonté d'augmenter sensiblement le budget du Haras national, estimant que de 250 millions, il doit passer à 400 voire 500 millions de francs CFA. "Le budget doit très rapidement passer de 250 millions à 400 millions voire 500 millions", a dit M. Sall en visite, jeudi fin mars, dans le site du Haras national à Kébémér en compagnie du directeur général Mamadou Barro. Pour atteindre un tel objectif, outre la contribution du ministère de l'Elevage, la loterie nationale sénégalaise doit augmenter son appui à l'infrastructure et au comité national hippique. Macky Sall est revenu sur le rôle socio-économique du cheval, soulignant que le Haras national joue un rôle important dans la promotion des équidés. "Le cheval est un animal fidèle, noble, endurant", selon Macky Sall. Le directeur général du Haras national a insisté sur les problèmes de l'infrastructure confrontée à la vieillesse des étalons et à la vieillesse des installations. Pour autant le Haras réalise de bons résultats dans le combat pour l'amélioration de la race chevaline et offre un important service aux éleveurs, a-t-il dit.

## AGRI INFOS

Mensuel Agri Infos - ISSN : 0850 8844

DIRECTEUR LA PUBLICATION ET FONDATEUR

Madieng Seck (madiensek@yahoo.fr)

GIE Groupe Multimédia services (GMS) Ninea : 00605 33 92

HLM Grand Yoff villa N°1122 - BP: 17130 Dakar – Liberté

Tel: 77 537 96 96 ou 77 577 95 51

E mail : agriinfos06@gmail.com

Facebook : agriinfos

Site internet: www.agriinfos.sn

COMITÉ DE RÉDACTION :

Madieng Seck, Ababacar Guèye,

Mame Diarra Badji (Stagiaire)

CONSEILLER EN MARKETING ET COMMUNICATION

Adama Chimer Ndour

SECRÉTARIAT DE RÉDACTION INFOGRAPHIE

Cheikh Touré (Tel 77 605 30 72)

IMPRESSION : AMD IMPRESSIONS

DISTRIBUTION : ADP/Dakar

FIARA 2017

# La solidarité économique au menu de cette édition

(Jade/Syfia) - La 18ème édition de la Fiara a ouvert ses portes fin mars à Dakar au CICES. Pour cette foire qui a enregistré plus de 1000 exposants selon les organisateurs, la solidarité économique et l'autosuffisance en riz sont au menu.

PAR ABABACAR GUEYE

La Fiara (Foire internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales) constitue une vitrine autant pour l'Agriculture, que pour l'Élevage et pour l'ensemble des secteurs du monde rural, a confié le ministre de l'Élevage et des Ressources Animales.

Madame Aminata Mbengue Ndiaye inaugurerait, fin mars au CICES à Dakar, la 18ème Edition de la FIARA.

Accompagnée par le Secrétaire Général du ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER), la ministre en charge de l'Élevage s'est réjouie de prendre part à ce rendez-vous très attendu par les acteurs des différentes filières agricoles, le public sénégalais, mais égale-

ment par le gouvernement. "C'est avec un grand intérêt que nous venons voir les innovations qui sont en train de s'opérer dans les domaines des productions agricoles, de l'élevage et de la transformation", a souligné Mme Ndiaye, devant une foule nombreuse. Elle a, dans la même lancée, félicité les organisateurs de cette foire internationale qui, chaque année, se démènent pour promouvoir l'agriculture familiale. Un intérêt, dira-t-elle, que le Chef de l'Etat et son gouvernement accordent à cette agriculture familiale. Parce que "C'est l'agriculture familiale qui nourrit essentiellement les Sénégalais". C'est la raison pour laquelle, a poursuivi Mme Ndiaye, le gouvernement compte sur cette



De gauche à droite : Boubacar Cissé, président de la FIARA et Mme le ministre de l'Élevage Aminata M'BENGUE NDIAYE

foire et l'accompagne en termes de mécanisations de l'agriculture, d'appuis en intrants et autres pour la réussite de ses programmes.

## La Solidarité, comme "levier économique"

Pour sa part, le Président du Comité d'organisation de la Fiara, Boubacar Cissé a souligné que "C'est le lieu de saluer tous les efforts que l'Etat est en train de développer en termes de subventions, de motorisation

de l'agriculture. Il va s'en dire que les efforts développés par l'Etat devraient avoir un répondant". Cependant, Boubacar Cissé a déploré le manque de garanties bancaires et même d'accès aux financements pour les producteurs et exploitants familiaux.

Revenant sur cette 18ème édition qui prendra fin le 16 avril prochain, le Président du Comité d'organisation de la Fiara, entouré de son staff membre du Cnrccr, a rappelé le thème de

cette année qui porte sur : la solidarité : La solidarité est dans nos coutumes, dans nos religions de quelque bord qu'on puisse se situer. "On voudrait au cours de cette foire parler de la solidarité comme levier économique", a expliqué M. Cissé aux nombreux journalistes. D'ailleurs des débats gravitant autour de ce thème et celui du riz seront animés par des experts. Boubacar Cissé a toutefois indiqué que pour cette édition, plus de 1000 exposants sont attendus.

## FILIÈRE RIZ

# L'Ong Veco-Sénégal accompagne les producteurs pour une interprofession dynamique

(Jade/Syfia) - Les enjeux actuels de la filière riz au Sénégal sont de dimensions nationales. Cela impose des défis importants d'organisation pour le Ciriz (Comité interprofessionnel Riz) et ses membres. Dans ce cadre, l'Ong Veco-Sénégal a convié, début avril à Dakar, toutes les Organisations paysannes du Nord et du Sud à un "atelier de consolidation de la représentativité de Ciriz".

Organisations de producteurs, structures d'appui et Ong ont pris part à cet atelier de deux jours. Objectif : Contribuer à l'amélioration du fonctionnement du CIRIZ.

L'intérêt de cette initiative, selon Mame Birame Ndiaye, point focal de l'Ong Veco-Sénégal, est liée au fait qu'aujourd'hui pour une bonne gouvernance des chaînes de valeur riz, "il faut avoir des interprofessions représentatives qui parviennent à porter les préoccupations des acteurs à la base". C'est pour cela que Véco-Sénégal exécute depuis 2014 un programme sur le riz. Dans celui-ci, Veco collabore avec la Feproba (Fédération des Producteurs du Bassin de l'Anambé) en Casamance et l'Ujak à Podor, dans la Vallée du Fleuve Sénégal. "Ce

projet, financé par l'UE, vise à promouvoir la filière riz au Sénégal à travers l'amélioration des performances et de la gouvernance de la filière", a expliqué M. Ndiaye. Pour ce faire, a-t-il dit, une place importante est accordée à l'organisation des producteurs de riz au sein de la fédération nationale des producteurs de riz, mais aussi au dynamisme de CIRIZ dans lequel le collège des producteurs devrait jouer un rôle majeur. "Il faut que l'ensemble des maillons de la Chaîne de valeur riz (CV) puissent dialoguer avec les décideurs politiques et privés pour un changement de l'environnement avec une meilleure production et commercialisation du produit", a expliqué le point focal. Pour ces deux maillons a-t-il ajouté, "il faut une conjonction de point de vues pour pou-



voir les faire tourner". M Ndiaye a tout de même salué les efforts significatifs réalisés en ce sens par les autorités. Cependant, il a demandé sa consolidation pour que la dimension nationale et la diversité des acteurs soient mieux prises en compte dans l'organisation et le fonctionnement du CIRIZ et de la Fédération des producteurs de riz. Tout le sens de cette rencontre. En effet, celle-ci vise à proposer les améliorations nécessaires pour une structure représentative de la filière riz et au bon fonction-

nement des collèges des acteurs. Elle veut également proposer une feuille de route au Ciriz et le suivi des engagements de l'Etat.

Le Secrétaire général du Ciriz, Charles Large embouche la même trompette. L'interprofession a senti la nécessité de réorganiser sa structure créée depuis 1994. "Donc, le renouvellement des instances et la réduction des collèges s'imposaient. Le Ciriz est maintenant composé de quatre organes : Conseil d'Administration, Assemblée générale, Secrétariat et Bureau exécutif", a-t-il confié.

N'ayant pas les moyens de ses ambitions, le Ciriz a sollicité l'aide des structures d'appui notamment le FNDASP, l'Ong VECO et l'AFD. "C'est dans cette quête de collaboration avec nos partenaires que nous sommes réunis ici. Ceci pour favoriser les rôles qui sont les miens à savoir la production régulière du riz, sa transformation correcte et sa mise sur le marché", a expliqué Charles Large. Il a soutenu que c'est une synergie d'actions pour que toutes ces activités puissent être menées correctement.

RIZ LOCAL

# Le Sénégal autosuffisant en riz entier, soutient le DG de l'Isra

**(Jade/Syfia) - Le Sénégal est autosuffisant en riz blanc entier. On en produit 50 000 tonnes/an et la consommation nationale tourne autour de 30 000 tonnes", a récemment affirmé le Dr Alioune Fall, DG de l'Isra**

PAR ABABACAR GUEYE

Le Directeur général de l'ISRA (Institut Sénégalais de recherches agricoles) s'exprimait à la Foire Internationale de l'Agriculture et des Ressources Animales (Fiara). C'était début avril, en marge de la conférence de presse sur les vaccins de l'Institut.

### Le riz local est nutritif

Interpellés par les nombreux journalistes sur l'atteinte de l'autosuffisance en riz cette année, le Dg de l'Isra a exhorté les Sénégalais à d'abord manger local. "Pourquoi importer du riz entier, alors que nous parvenons à le produire suffisamment. Il faut acheter ce riz local de qualité et sauvegarder notre santé", a lancé Dr Fall. D'ailleurs sur cette question liée à la santé des consommateurs, le patron de l'Isra a rappelé que tous "les travaux effectués sur le riz importé ont montré qu'on ne peut pas garantir sa qualité après plus deux ans de stockage". A l'en croire, dès que cette céréale importée atteint trois ou quatre années de stockage, sa qualité n'est plus garantie, parce qu'on ne connaît pas son âge. C'est pourquoi il a conseillé aux commerçants importateurs "d'être vigilants". Parce qu'il y a des phénomènes chimiques et biochimiques qui se passent dans les grains de riz pendant la durée du stockage. S'y ajoute l'oxydation de l'acide gras qui est libéré. Conséquence ! Le riz importé commence à avoir une odeur. Face à ces contraintes liées à la qualité de ce produit tant prisé par les Sénégalais, Dr Fall les a exhortés, une fois de plus, à consommer ce riz local qui est de qualité. En plus, ce riz est cultivé, transformé et commercialisé un peu partout au Sénégal. "C'est rare de trouver un riz local qui est stocké plus d'un an. Tout ce qu'on a comme valeur nutritive se retrouve dans cette céréale", a précisé Dr Fall. Dans ce sillage, il a soutenu que beaucoup d'efforts ont été faits pour mettre un produit de qualité sur le marché. Désormais, les riziers proposent aux consommateurs un riz entier, intermédiaire et brisé.

### "Mangeons Local"

Revenant sur la question de la commercialisation du riz local, Dr Fall a dit que la balle est maintenant dans le camp des consommateurs. Les Sénégalais doivent

"manger local" avant de penser à importer du riz. "C'est à nous-même de faire la promotion. Nous ne pouvons pas trouver un riz de qualité meilleure que cette céréale locale", a déclaré le Directeur général de l'ISRA qui était accompagné de ses collaborateurs.

Evoquant l'autosuffisance en riz, le directeur de l'Isra a soutenu que tous les objectifs ont été fixés et les délais ont été donnés. Arrivé

à l'échéance du 31 décembre prochain, le bilan sera fait. "Si on a atteint, tant mieux, parce que tous les facteurs ont été dans nos directions. Si on n'a pas atteint, on évalue à quel taux d'autosuffisance nous en sommes", a-t-il expliqué. Et de poursuivre "Il n'y a aucune raison de s'inquiéter, parce que nous travaillons dans ce sens à créer les conditions pour que les producteurs soient dans les dispositions pour produire suffisamment de riz de qualité". Il a évoqué entre autres activités des pouvoirs politiques, la réhabilitation des aménagements, les subventions et les différentes variétés de riz très productives introduites. Dans la même veine, un clin d'œil a été



Dr Alioune Fall, Dg ISRA,

fait aux producteurs de riz de Tiwaouane et du Bassin arachidier, notamment à Kaffrine où ils ont atteint un rendement de 5t/ha. Pareille dans la zone sud où la riziculture pluviale a fait des bonds assez satisfaisants avec un rende-

ment de 800kg à l'ha. "Soyons tous optimistes parce que nous allons arriver à cette autosuffisance", a-t-il conclu. "Parce que la volonté politique qui a eu derrière ce programme c'est 50% d'atteinte d'autosuffisance".

## VACCINS DE L'ISRA

# 20 millions de doses ces cinq dernières années

**(Jade/Syfia)- Ces dernières années, l'Unité de Production de Vaccins de l'Isra (Institut Sénégal de recherches agricoles) a produit plus de trente types de vaccins pour lutter contre les principales pathologies animales, maladies de Newcastle et Peste des petits ruminants, fatales à l'homme. Face à la presse, à la FIARA, le Dr Yaya Thiogane a montré les vaccins produits par son Unité pour éradiquer ces maladies et être les sentinelles de la santé publique.**



De gauche à droite : Dr Alioune Fall, Dg ISRA, Dr Yaya Thiogane, directeur de l'Unité de Production de Vaccins et Dr Cheikh Tidiane Diop, directeur UNIVAL

Au quatrième jour de la Fiara, en début avril, le stand de l'Isra a accueilli les journalistes. Le Dr Yaya Thiogane, le patron de l'Unité de Production de Vaccins, en compagnie de son directeur général et du Président du Conseil d'Administration de cet Institut, était face à la presse pour débattre sur les vaccins produits et leur importance sur les animaux.

"Le gouvernement accorde une importance capitale à la production de vaccins au Sénégal. Ces dernières années, nous avons produit environ 20 millions de doses pour une dizaine de vaccins.....", annonce Dr Yaya Thiogane.

### Produire 60 millions de doses/an

Selon le chercheur, pour lutter contre un phénomène, il faut s'attaquer à la cause en vaccinant les animaux. Ce que l'ISRA sait faire depuis 1930, année où le Sénégal avait

commencé à produire des vaccins. "Depuis 1954, année de modernisation du laboratoire, nous avons produit une trentaine de types de vaccins pour le Sénégal. Ces vaccins ont aussi une emprise sous régionale et même africaine", a souligné Dr Thiogane. Face aux journalistes, il a indiqué que ces vaccins sont commercialisés aussi bien au Sénégal (50% des capacités de production), dans la sous-région (Mauritanie, Gambie, Guinée, Togo et Niger) et même en Afrique Centrale (Congo et Cameroun).

Pour le Chef de l'Unité de productions, l'Isra ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. En effet, la Direction générale (DG) lui a recommandé d'atteindre les objectifs du Pracas (Programme de relance et d'accélération de la Cadence de l'Agriculture sénégalaise) dans son volet Elevage en vaccinant 95% du cheptel pour être conforme aux normes internationales. "La DG nous a recom-

mandé d'assurer l'autosuffisance en vaccins. Nous sommes maintenant à une capacité de 20 millions. Il faut atteindre les 60 millions/an pour couvrir les normes internationales", a affirmé Dr Thiogane. En effet, ces normes disent que pour lutter contre une maladie, il faut vacciner 80% de son cheptel, afin d'arrêter la propagation du parasite ou de la bactérie.

Toujours dans ses explications, le Docteur vétérinaire a confié que certaines pathologies, comme la maladie de Newcastle, l'Isra a décloisonné le traitement avec une technique adaptée aux conditions d'élevage des ruminants en milieu rural. L'élevage du Sénégal étant extensif, l'Unité a produit des vaccins avec un conditionnement limité sur la base des recherches pilotées par la demande. A cet égard, l'Isra rencontre chaque année les éleveurs. Ces derniers lui soumettent leurs doléances liées à l'acquisition d'un vaccin adapté aux maladies existantes et à leurs modes d'élevage. "Nous avons même produit des vaccins dont le traitement est par voie oculaire. Un vaccin thermostable avec un conditionnement adapté aux types d'élevage", a encore souligné M. Thiogane qui n'a pas manqué d'aborder une autre pathologie la PPR/H ou Peste des petits ruminants très meurtrière.

### Etre les sentinelles de la santé publique

Pour éviter que les conséquences "émergent" chez l'homme. Cette notion de maladie émergente pousse les vétérinaires de l'Isra à être les "sentinelles de la santé publique". Selon le chercheur, la PPR/H est également en phase d'être éradiquée. "Le Sénégal a mis en place un programme de renforcement de capacité de production de vaccins, afin de couvrir la demande nationale. Parce que quand on veut être autosuffisant en moutons de Tabaski, le premier pas est de lutter contre cette maladie", a soutenu le Dr Thiogane. Mieux, a-t-il poursuivi, "le ministre de l'Elevage s'est engagé à éradiquer la PPR avant 2025, conformément à la recommandation de la FAO qui exige son éradication en 2030". Il a soutenu que si l'Isra y arrive, c'est grâce à l'accompagnement de l'Etat et de certains organismes notamment le Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO/WAAPP). Ce Programme a permis l'acquisition d'un camion frigorifique pour le transport des vaccins. Il y a aussi le Projet Régional d'appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS). "Avec ce Projet, nous voulons passer de 20 millions à 100 millions de doses/an", a annoncé Dr Thiogane qui magnifie tous les moyens que l'Etat se donne pour préserver la santé animale et humaine de sa population. Il a par ailleurs rappelé le rôle important du laboratoire qui est une référence en Afrique. Compte tenu du rôle international qu'il joue, a-t-il dit, l'Isra a mis en place un programme d'assurance qualité qui permet de produire des vaccins qui respectent les normes internationales.

A. GUËYE

## HORTICULTURE

# L'AUMN inaugure son siège à Thiès

(Jade/Syfia) – Les objectifs fixés à la culture maraichère ont été largement atteints au Sénégal, a reconnu récemment le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement rural (MAER) lors de l'inauguration, du siège de l'AUMN à Thiès. Le ministre a saisi cette occasion pour demander aux maraîchers d'exploiter d'autres filières pour devenir une "Association Agricole" et non uniquement maraichère.

PAR ABABACAR GUEYE

“On ne peut pas parler d'agriculture sans y intégrer la culture maraichère. Les producteurs maraîchers doivent apporter leur contribution dans la politique d'autosuffisance en riz”, a laissé entendre, fin mars à Thiès, le ministre de l'Agriculture et de l'Équipement Rural (MAER).

Le Dr Pape Abdoulaye Seck s'exprimait à l'occasion de l'inauguration du siège de l'Association des Unions Maraichères des Niayes (AUMN) (lire encadré). Devant les producteurs et productrices maraîchers venus en grand nombre des quatre régions (Saint Louis, Louga, Thiès

(PSE), on avait fixé un objectif de 350 000 t d'oignons en 2016. La production a atteint l'année dernière 393 000 t. (lire encadré) Pour la pomme de terre, nous avions prévu 90 000 t entre 2017/18. Le Directeur de l'Horticulture a soutenu que la production nationale atteindrait 125 000 tonnes cette année...”

Selon le ministre qui avait effectué dans la journée une tournée dans la zone des Niayes, ces résultats sont à saluer, parce que les acteurs ont fini de montrer leur expertise.

Il a par ailleurs magnifié l'acquisition du siège (situé derrière le lycée Malick Sy de Thiès : **Ndlr**)

### doléances et trouver des répondants

Pour le coordonnateur du projet Mamadou Ndiaye, ce joyau est la réalisation d'une vieille doléance des producteurs et productrices de la zone des Niayes. En effet, depuis plusieurs années, les maraîchers évoquaient la question d'acquisition d'un siège pour amortir les charges liées à la location, et avoir une adresse fixe durable. Selon lui, ce local permet aux administrateurs et à l'encadrement technique de travailler dans de bonne condition pour une horticulture émergente. “Notre ambition est de contribuer à la sécurité alimentaire et à l'exportation”, a-t-il dit.

Aux différents groupements de producteurs membres de l'AUMN, le coordonnateur a magnifié leur mobilisation à cette manifestation. “Ce siège est à nous. Il est le fruit de notre engagement commun et de nos différentes réflexions pour faire de l'AUMN, l'organisation des producteurs et productrices la plus représentative de la zone des Niayes”, a souligné M. Ndiaye qui n'a pas manqué de saluer l'accompagnement du PADEN (Programme d'Aménagement et de développement économiques des Niayes) et de la Coopération canadienne.

Producteur maraîcher à Rao, dans la région de Saint Louis, Ismaïla Ka, embouche la même trompette. Ce jeune de l'Association voit à travers ce siège un outil d'appui à ses membres. Un endroit où ils peuvent exposer leurs doléances et trouver des répondants. Quant au Président de l'AUMN, Mouhamet Dia, il a rendu un vibrant hommage à ses collègues qui sont venus des zones les plus reculées pour prendre part à cette inauguration. Pour M. Dia, par ailleurs maire de la commune rurale de Thieppe dans la région de Louga, la culture maraichère a fait ses preuves. Il suffit d'accompagner les acteurs en intrants pour que l'on arrive à produire suffisamment de légumes.

### Un siège pour exposer des

qu'il a l'honneur d'inaugurer. Parce que, a-t-il soutenu, l'édifice constitue un cadre où tous les acteurs peuvent s'y retrouver pour échanger sur leurs activités. M. Seck les a exhortés à collaborer avec l'Isra pour être en mesure d'exploiter d'autres filières notamment le riz et l'arachide. Cela, permettrait de se muer en “Association des Unions agricoles du Sénégal”, parce que “les maraîchers ont démontré leur capacité à développer des spéculations porteuses de revenus”.



et Dakar), le ministre de l'Agriculture a souligné que l'Etat du Sénégal ne fait pas de discrimination en matière d'appui aux acteurs du secteur agricole.

### 125 000 tonnes de pomme de terre attendues

“L'Etat fait de son mieux pour accompagner les producteurs maraîchers qui travaillent presque toute l'année. A chaque fois que nous fixons des objectifs, vous les avez dépassés largement”, s'est réjoui Dr Pape Abdoulaye Seck. Et de poursuivre “Quand on rédigeait le Plan Sénégal Emergent



## L'AUMN, POUR UN DÉVELOPPEMENT DE L'HORTICULTURE AU SÉNÉGAL

Créée depuis 2000, l'Association des Unions maraichères des Niayes (AUMN) est une structure faitière qui regroupe près d'une vingtaine d'Unions spécialisées en maraichage, en foresterie et 368 groupements professionnels. L'AUMN regroupe environ 18 000 membres répartis à travers les Niayes. Elle est un cadre de concertation, de coopération et de négociations entre les acteurs, axé sur la défense des intérêts de ses membres. Elle a un rôle de syndicat, de lobbying, mais aussi d'entreprise paysanne. “L'acquisition de ce siège à 35 millions de F cfa est une aubaine”, a indiqué Mamadou Ndiaye. Il couvre une superficie de 300 m<sup>2</sup> et est composé de cinq bureaux. Il a coûté globalement 35 millions de F cfa, dont 28 millions offerts par le PADEN. Le reste provient de la contribution des membres. Pour les responsables de l'AUMN, ce siège montre l'ambition d'œuvrer pour un développement de l'horticulture au Sénégal. Un véritable engagement des producteurs maraîchers au côté de l'Etat pour une politique agricole à travers le PRACAS (Programme de relance et d'accélération de la cadence de l'Agriculture sénégalaise) dont le MAER est le précurseur. L'AUMN collabore avec beaucoup de partenaires parmi lesquels : la FAO, l'Ankar, l'Isra, le Paden, le CECI et la CNAAS.

## SÉNÉGAL : L'OIGNON A GÉNÉRÉ 5 MILLIARDS DE F CFA EN 2016

Pour l'année 2016, la production de l'oignon local a atteint 367 000 tonnes, pour un chiffre d'affaires de 5 milliards de F CFA. Une performance révélée mardi 28 mars par le ministre du Commerce, du Secteur informel, de la Consommation, de la Promotion des produits locaux et des PME, monsieur Alioune Sarr. S'exprimant lors d'une réunion regroupant les commerçants, les producteurs, les associations de consommateurs et les responsables des centres de groupages, le ministre a soutenu que l'oignon est au premier rang des cultures maraichères avec des superficies emblavées de plus de 5 000 hectares. “Ces résultats sont le fruit des initiatives combinées du gouvernement qui a mis à la disposition des producteurs de semences et d'engrais subventionnés d'une part, et par des acteurs d'autre part. Ceci, dans le cadre de la mise en place de l'inter-professionnalisation de l'oignon et de l'Agence de régulation des marchés”, a-t-il expliqué.



**POPAS**  
Plateforme des Organisations professionnelles de l'Agroalimentaire au Sénégal

**De la fourche à la fourchette :**  
Une stratégie de développement adaptée par la POPAS pour une meilleure valorisation des produits locaux de qualité

150 entreprises alimentaires et plus de 2500 membres

POPAS, 10, Rue Escarfait X Moussé DIOP Dakar-SENEGAL Tél: (00221) 33 823 06 54/ 33 842 94 17  
Mail : plateformeagro@yahoo.fr/fountyservices@gmail.com - site web: www.facebook/popasAgro



**Partenaires**



## CRISE ALIMENTAIRE

## 108 millions de personnes menacées

(Jade/Syfia) - Un nouveau rapport mondial sur l'insécurité alimentaire permettrait d'agir vite pour éviter une catastrophe. C'est l'appel lancé par plusieurs organisations internationales, dont l'UE, la FAO, le PAM, l'UNICEF et l'USAID/FEWSNET.

PAR MADIENG SECK

Malgré les efforts internationaux entrepris, près de 108 millions de personnes à travers le monde étaient confrontées à une situation d'insécurité alimentaire grave en 2016, soit une hausse spectaculaire par rapport aux 80 millions de personnes enregistrées en 2015, selon un rapport publié fin mars 2017 à Bruxelles et parvenu à Jade/Syfia.

Ce rapport, dont l'élaboration a nécessité plusieurs méthodes d'évaluation, est un nouvel exemple de collaboration innovante entre l'Union européenne, l'USAID/FEWSNET, les institutions régionales spécialisées dans la sécurité alimentaire et d'autres agences de l'ONU, notamment la FAO, le PAM et l'UNICEF.

La hausse spectaculaire de ce nombre de personnes s'explique par les problèmes que rencontrent les populations lorsqu'il s'agit de produire de la nourriture et d'y accéder. Ceci, en raison des conflits dus aux prix très élevés des produits alimentaires dans les marchés locaux des pays affectés et

par les conditions climatiques extrêmes, telles que la sécheresse et les pluies irrégulières causées par le phénomène El Niño.

### Une analyse neutre de plusieurs Institutions

Selon le Rapport mondial sur les crises alimentaires de 2017, les conflits civils sont un facteur majeur dans neuf des 10 pires crises humanitaires, soulignant le lien fort entre paix et sécurité alimentaire.

En unissant nos forces afin de présenter une analyse neutre à laquelle ont contribué plusieurs institutions, le rapport, publié chaque année, permet de prendre des décisions en meilleure connaissance de cause. L'objectif est de pouvoir faire face aux crises alimentaires mondiales plus rapidement et de manière plus coordonnée.

"Ce rapport souligne l'importance d'une action rapide et ciblée, en vue de faire face aux crises alimentaires et de s'attaquer à leurs causes de manière efficace. L'Union européenne (UE) joue un rôle de chef de file dans cette dé-



marche. En 2016, nous avons déjà alloué 550 millions d'euros, soit environ 330 Milliards Fcfa et nous venons de mobiliser 165 millions d'euros, afin d'aider les populations affectées par la famine et la sécheresse dans la Corne de l'Afrique", a déclaré M. Neven Mimica, Commissaire européen à la coopération internationale et au développement.

"Ce rapport est le résultat d'un effort collectif et d'un suivi concret des engagements pris par l'UE, lors du Sommet mondial sur l'action humanitaire d'Istanbul. Il a identifié le besoin urgent d'une analyse de la crise transparente, indépen-

dante et basée sur un consensus. J'espère que ce document sera très utile à la communauté internationale, en vue d'améliorer la coordination de nos interventions face aux crises", a ajouté M. Christos Stylianides, Commissaire européen chargé de l'aide humanitaire et de la gestion des crises.

### Un scénario catastrophique

Cette année, la demande pour le renforcement de l'aide humanitaire et de la résilience connaîtra une forte hausse, alors que quatre pays risquent de sombrer dans la famine: le Soudan du Sud, la Somalie, le Yémen et le Nord-est du Nigéria. Les autres pays nécessitant un niveau d'aide très élevé, en raison de la généralisation de l'insécurité alimentaire, sont l'Irak, la Syrie (et ses réfugiés dans les pays voisins), le Malawi et le Zimbabwe. Selon le nouveau rapport, en l'absence d'une action immédiate et essentielle, non seulement pour sauver des vies, mais aussi pour les éloigner du risque de famine, la situation de la sécurité alimentaire dans ces pays continuera de s'aggraver dans les mois à venir. "Les pertes humaines et celles liées aux ressources ne feront qu'augmenter si nous laissons la

situation se détériorer", a déclaré M. José Graziano da Silva, Directeur général de la FAO.

Pour les agences de l'ONU, les chiffres reflètent une histoire inquiétante, avec plus de 100 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire grave. Un niveau de souffrance extrême dû aux conflits armés et au changement climatique. La faim exacerbe les crises, entraînant davantage d'instabilité et d'insécurité. "Ce qui s'apparente aujourd'hui à un défi lié à la sécurité alimentaire, deviendra demain un défi lié à la sécurité tout court", a indiqué Mme Ertharin Cousin, Directrice exécutive du PAM. Puis d'ajouter: "C'est une course contre la montre, le monde doit agir maintenant".

Les 108 millions de personnes signalées comme étant en situation d'insécurité alimentaire grave en 2016 souffrent d'une malnutrition aigüe. Il s'agit notamment des ménages qui peuvent uniquement faire face aux crises auxquelles ils sont confrontés et à leurs besoins alimentaires minimaux. Les populations aux prises avec une insécurité alimentaire grave se dirigent vers un scénario catastrophique et risquent de sombrer dans la famine.

## AVIS DE RECRUTEMENT

Dans le cadre de la mise en place des activités techniques des projets agropastoraux des régions de Kolda, Sédhiou, Kédougou, Louga et Diourbel ; il est annoncé le recrutement de :

Agroéconomistes, ingénieurs agronomes, sociologues, économistes, socio-économistes, techniciens supérieurs en horticulture, **Diplômés** en gestion, finance, comptabilité, statistique, droit, communication ou journalisme.

Les candidats doivent posséder le Bac + 3 ou 4 ans avec un minimum de 4 années d'expérience dans les domaines requis.

Pièces à fournir : demande manuscrite, lettre de motivation, curriculum vitae, copies légalisées des diplômes, numéros de téléphones.

Les candidatures sont à déposer sous pli fermé, **avant le 14 avril 2017 à 17 heures à l'adresse suivante : BP 23 435 Dakar Ponty, Dakar-Sénégal**

**NB : Le dossier sous pli-fermé doit mentionner au recto le poste sollicité, au verso le nom et prénom du candidat.**

Seuls les candidats présélectionnés seront convoqués

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL

## DISCOURS À LA NATION Rémunération des chefs de villages

(Jade/Syfia) - A la veille de la fête du 4 avril, marquant le 57<sup>ème</sup> anniversaire de l'accession à l'indépendance du Sénégal, le chef de l'Etat Macky Sall a prononcé un important discours à la nation. Dans un esprit de développement solidaire et inclusif, Macky Sall a demandé au gouvernement d'étudier les conditions de rémunération des Chefs de village, qui, "en tant que relais indispensables de l'administration", exercent une mission de service public, souvent à leur propre charge. La plupart sans revenu, ces chefs de villages, véritables agents publics communautaires jouent un rôle social, culturel et administratif dans leur village. Voilà qui a retenu l'attention du chef de l'Etat. Désormais, ces chefs de village auront un salaire.

# APE: "IMPACT DE LA LIBÉRALISATION COMMERCIALE AU SÉNÉGAL Evaluation de l'accord de partenariat économique sur l'agriculture"

PAR DR CHEIKH SADIBOU FALL\*

En guise d'introduction, rappelons que le Sénégal est un pays en développement importateur net de produits alimentaires (PEDINPA) et très dépendant du commerce international pour couvrir ses besoins alimentaires.

Lors des Accords de Marrakech en 1994 instituant l'OMC, ce type de pays avait été ciblé comme pouvant potentiellement pâtir de la libéralisation des échanges agricoles. Au plan du commerce international, le Sénégal est un pays qui échange beaucoup avec l'Union Européenne (UE) qui constitue son premier fournisseur. En ce qui concerne l'Accord de partenariat économique (APE), il s'agit du volet commercial de l'Accord de Cotonou qui constitue le document cadre qui régit la coopération entre l'Union européenne et les pays ACP dont le Sénégal.

## L'APE, une zone de libre-échange entre l'UE et les ACP

L'APE est en principe le nouveau cadre de coopération économique et commercial entre l'UE et le Sénégal. Cet accord consiste à établir à terme une zone de libre-échange réciproque entre l'UE et les pays ACP. Toutefois, cette libéralisation est asymétrique (l'UE ouvre totalement son marché au Sénégal et le Sénégal ouvre partiellement son marché à l'UE et certains produits dit sensibles resteront protégés) et met fin au régime des conventions de Lomé qui préconisaient des préférences commerciales non-réciproques. Cette contribution est issue d'un travail de recherche dont l'objectif est d'évaluer l'impact des APE sur l'agriculture sénégalaise d'une part et d'autre part, de mesurer les potentiels effets sur les ménages. Les résultats ont révélé que les APE semble donner un avantage compétitif à l'UE avec des effets de détournements de commerce. En effet, il est constaté un accroissement des importations en provenance de l'UE plus prononcé dans le cadre de l'APE que dans les autres scénarios alternatifs de libéralisation considérés. Sur le plan sectoriel, l'augmentation des importations en valeur engendrée par l'APE en faveur de l'UE concerne principalement trois secteurs. Il s'agit de l'agriculture vivrière, le sec-

teur de la fabrication du cuir et en fin le secteur en fabrication des produits divers. Cependant, il faut noter que les secteurs de l'agriculture vivrière et de la fabrication du cuir sont très majoritairement informels d'une part et utilisant souvent une main d'œuvre peu qualifiée d'autre part. S'agissant des exportations du Sénégal, elles augmentent de façon générale vers toutes les destinations. Toutefois, elles semblent assez équilibrées dans le cadre de l'APE mais restent relativement faibles par rapport aux autres scénarios de libéralisation considérés dans ce travail. Cela peut s'expliquer par le fait que les tarifs appliqués par ces deux destinataires sur les produits sénégalais sont initialement nuls avec l'initiative "Tout sauf les armes". Les exportations ne bénéficient en fait que d'une dépréciation réelle du change. (Baisse des prix des produits sénégalais) nécessaire pour maintenir la balance courante constante. Toutefois, le commerce représente juste un pan de l'intégration régionale et le modèle utilisé ne prend pas en compte d'autres aspects de l'intégration régionale qui devraient être aussi mesurés. Concernant l'analyse de bien-être effectué dans le cadre de ce travail, il est noté que le désarmement tarifaire (total comme partiel) semble avoir les mêmes effets sur la variation du bien-être des ménages sénégalais de façon générale, toutefois, les effets sont plus faibles dans le cadre de l'APE.

## L'APE ne réduit pas la pauvreté ni les inégalités

Cependant, cette analyse en variation équivalente montre que les effets de l'APE ne permettent pas d'atteindre les résultats escomptés en termes de gains, de bien-être pour la plupart des ménages sénégalais. En effet, l'accord implique une variation de bien-être comprise entre plus ou moins 1000 F cfa par jour pour la majorité des profils des ménages considérés (69 sur les 78). Beaucoup parmi ces ménages (34) sont impactés négativement par l'accord. En revanche, l'APE affecte positivement quelques profils de ménages riches notamment ceux dont les revenus nets initiaux journaliers sont supérieurs à 80 000 F cfa.



En outre, l'analyse des variations de bien-être a révélé une certaine sensibilité des résultats pour les profils riches suivant le mode d'imposition choisi. Sur le plan des analyses d'impact sur la pauvreté et les inégalités, l'APE comme les autres scénarios d'ouverture simulés ne permettent pas de réduire la pauvreté et les inégalités.

## Une réforme commerciale décevante

En définitive, l'APE est une réforme commerciale décevante et ne constitue pas une réelle opportunité pour le Sénégal car elle implique essentiellement une

ouverture de l'économie sénégalaise aux seuls produits européens et n'améliore pas l'accès de l'économie sénégalaise aux économies du reste du monde. Dans tous les cas de figure, la seule réforme des droits de douane, même si mieux conçue que l'APE a un effet limité sur la pauvreté au Sénégal, voire négatif. Une réduction substantielle de la pauvreté au Sénégal exige d'autres politiques à définir.

En termes de perspectives de recherche, il faut nécessairement inclure dans les discussions sur les APE, la nouvelle dynamique enclenchée par l'Union Africaine (UA) pour renforcer le commerce

intra-africain avec la volonté de mettre en place une zone de libre-échange communautaire. Il faut aussi intégrer la récente sortie de la Grande-Bretagne dans l'Union Européenne communément appelée "BREXIT". En effet, quel est l'impact du "BREXIT" sur l'application de l'APE ? Quel serait le nouveau partenariat commercial entre la CEDEAO et la Grande-Bretagne ?

\*ECONOMISTE ISRA/BAME  
ROUTE DES HYDROCARBURES  
BEL AIR/DAKAR

(Les intertitres sont de la rédaction)

## ABONNEMENT

Nom et Prénom .....

Structure .....

Adresse .....

Tél : ..... Fax : ..... Mail : .....

Nombre d'exemplaires : .....

**Abonnement de soutien : ( 30 000 F cfa ; 50 000 F cfa ou plus)**

Pays	Tarifs
* Sénégal 1 an	- 10 000 F cfa pour 01 exemplaire - 20 000 F cfa pour 02 exemplaires
* Zone Uemoa 1 an	- 15 000 F cfa pour 01 exemplaire
* Europe 1 an	- 25 000 F cfa soit 40 €

**Paiement par chèque à l'ordre de Jade/Syfia-Sénégal**

## AFRIQUE DE L'OUEST

# 53 000 tonnes de produits agricoles échangés à la bourse régionale

(Jade/Syfia) - La bourse régionale agricole a échangé, fin mars au Mali, environ 53 000 tonnes de produits agricoles, apprend Jade/Syfia auprès du ROAC (Réseau Ouest-africain des Céréaliéristes).

Organisée par le ROAC, en partenariat avec APCAM (Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali), Afrique Verte Internationale et Trade Hub and Network, cette bourse sous régionale agricole a enregistré près de 80 participants venus du Burkina, du Mali du Niger et de la Guinée Conakry. Au cours de la rencontre, environ 53 000 tonnes de produits agricoles ont été échangés. Ces produits concernaient : le maïs (blanc et jaune), le mil, le sorgho, le riz, l'anacarde, le fonio, le niébé, l'igname, le soja et le sésame. "Les acteurs ont pu négocier et signer 61 contrats commerciaux équivalents à 27 474 tonnes au prix moyen de 160 F cfa le kilo, soit une valeur de plus de quatre milliards de F cfa", apprend

Jade/Syfia dans le magazine du ROAC du mois de mars 2017. Grâce à cette initiative, "on peut affirmer sans risque de se tromper que l'Afrique de l'Ouest peut nourrir ses populations avec ses produits locaux", lit-on dans le magazine. Malgré ses avancées significatives, les participants ont cependant déploré les tracasseries sur les corridors. Ils ont à cet effet sollicité la réduction des postes de contrôles.

### La situation du marché en bref

Au cours du mois de mars, les activités commerciales sont restées dynamiques et l'engouement des acteurs sur le marché des céréales n'a pas varié. Les mises en marché importantes des céréales (maïs, mil, sorgho et riz) se sont poursuivies. Globalement, les mar-



chés ont été bien approvisionnés en céréales suite aux bonnes récoltes enregistrées, au maintien des flux transfrontaliers et au bon niveau des stocks commerciaux. La situation du marché au cours du mois de mars est la suivante : Pour le riz, la tendance est à la stabilité, voire à une légère baisse sur la quasi-totalité des marchés suivis dans les différents pays à l'exception du Bénin et de la Guinée. Pour le

maïs, la stabilité domine également sur bon nombre de marchés exceptés la Côte d'Ivoire et le Bénin, qui ont connu de légères hausses de prix. Pour le mil, on a noté une hausse des prix sur les marchés des principaux pays producteurs. Dans ces pays (Niger, Burkina-Faso, Sénégal et Bénin), la tendance est à la hausse ; tandis qu'on a assisté à une certaine stabilité au Mali, au Togo, au Ghana, à la Côte

d'Ivoire et en Guinée. Pour le sorgho, certains pays à l'instar du Bénin, du Niger et du Burkina-Faso ont connu au cours de ce mois une légère hausse de prix, tandis que l'offre de plus en plus importante a permis de stabiliser les prix sur les marchés de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Togo, du Mali, de la Guinée Conakry. Au Sénégal, on observe une tendance haussière pour les céréales locales (voir tableau ci-dessous).

## ECHOS DES CEREALES

PÉRIODE DU 10 AU 22 AVRIL 2017

*"Quand je mange local, j'enrichis le paysan sénégalais"*

Céréales/Prix/Kg	Riz local	Riz importé	Mil	Sorgho	Maïs	Fonio
Dakar (Castors)	280 F cfa	280 F cfa	300 F cfa	250 F cfa	225 F cfa	1500 F cfa
Saint Louis (Marché sor)	280 F cfa	280 F cfa	250 F cfa	225 F cfa	200 F cfa	Pas vendu
Kaolack /Dramé Escale)	Pas d'infos	Pas d'infos	Pas d'infos	Pas d'infos	Pas d'infos	Pas d'infos
Thiès (Mékhé)	280 F cfa	300 F cfa	250/275 F Cfa	225 F cfa	225 F cfa	Pas vendu
Diourbel (Ndangalma)	300 F cfa	300 F cfa	200 F cfa	250 F cfa	250 F cfa	Pas vendu
Matam	260 F cfa	300 F cfa	250 F cfa	225 F cfa	250 F cfa	Pas vendu
Louga	280 F cfa	300 F cfa	300 F cfa	275 F cfa	250 F cfa	Pas vendu
Kolda	300 F cfa	300 F cfa	220 F cfa	250 F cfa	350 F cfa	1 500 F cfa

Les prix indiqués ci-dessus sont les réponses aux questions posées sur place au consommateur sur le marché local